



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ
portant prescriptions complémentaires
d'une autorisation environnementale d'exploiter

Parc éolien à BOUGAINVILLE exploité par la société SECEB SCS

LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 514-5 et R. 181-45 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2020 portant autorisation environnementale d'exploiter un parc éolien comprenant six aérogénérateurs et deux postes de livraison à BOUGAINVILLE, au bénéfice de la société SECEB SCS, dont le siège social est sis 71 rue Jean Jaurès - 62575 BLENDECQUES ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2025 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le rapport du bureau d'étude Ecosphère du 20 mars 2025 (référé BGVR_20250514_Ecosphere_SuiviCPE_2024_VF) relatif au suivi environnemental, réalisé en 2024, comprenant :

- le suivi de mortalité effectué entre le 15 mai 2024 et le 15 octobre 2024 pour un total de 36 journées de prospections ;
- l'étude en continu de l'activité chiroptérologique en hauteur qui s'est déroulée du 18 mars au 31 octobre 2024 par la mise en place d'un détecteur « Batmod 2S+ » au niveau de la nacelle de l'éolienne E1 ;

Vu les conclusions du rapport du bureau d'étude Ecosphère du 14 mai 2025 qui recommande la mise en place d'un bridage afin de limiter l'impact du parc sur les chiroptères ;

Vu le courrier d'engagement de la société SECEB SCS du 14 mai 2025, en lien avec les conclusions du rapport du bureau d'étude susvisées, pour la mise en place d'un bridage afin de limiter l'impact du parc sur les chiroptères ;

Vu la visite d'inspection réalisée par l'inspection des installations classées le 10 mars 2026 sur le site du parc éolien susvisé ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 30 mars 2026 transmis à l'exploitant par courriel du même jour, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code susvisé, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de quinze jours ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 31 mars 2026, reçu le 3 avril 2026 ;

Vu les observations formulées par l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis par courriel du 17 avril 2026 ;

Considérant ce qui suit :

1. Afin d'assurer la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, les prescriptions de l'arrêté ministériel susvisé nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;

2. L'activité relevée à hauteur de nacelle est considérée comme globalement assez forte à forte au niveau de l'éolienne concernée (E01), avec comme espèces les plus contactées notamment la Noctule de Leisler, la Pipistrelle commune et les complexes « Noctule indéterminée » et « Pipistrelle de Kuhl/Nathusius » ;

3. La période de juillet à octobre recense la grande majorité des contacts de chiroptères obtenus au cours du suivi avec 85 % de l'activité totale recensée ;

4. Afin de couvrir l'activité chiroptérologique en altitude, le bureau d'étude préconise la mise en place d'un bridage prévoyant l'arrêt des six éoliennes du parc pour protéger les chiroptères sur les périodes suivantes :

- entre le 15 mai et le 31 juillet, pour des vitesses de vent inférieures à 5,5 mètres par seconde, des températures supérieures à 10°C, en l'absence de précipitation, du coucher au lever du soleil ;

- entre le 1^{er} et le 15 août, pour des vitesses de vent inférieures à 6,5 mètres par seconde, des températures supérieures à 10°C, en l'absence de précipitation du coucher au lever du soleil ;

- entre le 16 août et le 15 septembre, pour des vitesses de vent inférieures à 7 mètres par seconde, des températures supérieures à 10°C, en l'absence de précipitation du coucher au lever du soleil ;

- entre le 16 septembre et le 31 octobre, pour des vitesses de vent inférieures à 6,5 mètres par seconde, des températures supérieures à 10°C, en l'absence de précipitation du coucher au lever du soleil ;

5. Conformément aux dispositions prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement, ces modifications doivent être actées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La société SECEB SCS, dont le siège social est sis 71 rue Jean Jaurès - 62575 BLENDECQUES, exploitant un parc éolien à BOUGAINVILLE, est tenue de respecter les dispositions complémentaires introduites par le présent arrêté.

Article 2 : Arrêt des machines en faveur des chiroptères

L'exploitant met en place sur les six éoliennes un dispositif d'arrêt en faveur des chiroptères.

Ce plan d'arrêt est mis en place dans les conditions suivantes (l'ensemble des conditions devant être réunies) :

	Conditions de bridage			
	Durée	Vent	Température	Précipitation
01/01 au 14/05	Pas de bridage			
15/05 au 31/07	du coucher au lever du soleil	$\leq 5,5\text{m/s}$	$\geq 10^{\circ}\text{C}$	En l'absence de précipitation
01/08 au 15/08	du coucher au lever du soleil	$\leq 6,5\text{m/s}$	$\geq 10^{\circ}\text{C}$	En l'absence de précipitation
16/08 au 15/09	du coucher au lever du soleil	$\leq 7\text{ m/s}$	$\geq 10^{\circ}\text{C}$	En l'absence de précipitation
16/09 au 31/10	du coucher au lever du soleil	$\leq 6,5\text{m/s}$	$\geq 10^{\circ}\text{C}$	En l'absence de précipitation
01/11 au 31/12	Pas de bridage			

Ces conditions s'entendent à hauteur de la nacelle.

L'exploitant établit et tient à disposition de l'inspection des installations classées un registre comprenant les données suivantes : date, horaires et conditions météorologiques (vitesse du vent, température) permettant de s'assurer du bon asservissement des éoliennes durant les périodes d'arrêt requises.

L'exploitant a la possibilité de mettre en œuvre un système de régulation nocturne automatisé des éoliennes combinant une approche prédictive et une mesure en temps réel de l'activité des chiroptères à hauteur de nacelle. L'objectif de ce dispositif est de cibler la période de régulation nocturne sur les plages d'activité effective des chiroptères, afin d'affiner les conditions du plan d'arrêt, voire de le lever.

Le système doit être opérationnel du 15 mai au 31 octobre, du coucher au lever du soleil, quels que soient les paramètres de vent et de température. La station d'enregistrement doit couvrir, pour chaque nuit du cycle d'activité de vol et pendant toute la durée des nuits, la partie basse de la hauteur moyenne balayée par le rotor

d'une éolienne. Les conditions météorologiques ci-dessus sont à enregistrer concomitamment.

En cas de défaillance du système en temps réel, l'exploitant du système doit en être alerté automatiquement et le dispositif visant la protection des chiroptères doit basculer, dans les plus brefs délais, sur le plan d'arrêt des machines dans les conditions définies ci-dessus.

Les paramètres d'arrêt des éoliennes pourront être révisés en fonction des résultats des suivis d'activités en altitude des chiroptères, des suivis de mortalité et des rapports d'analyse et après validation par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France.

Article 3 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être contestée auprès de la cour administrative d'appel de Douai, compétente en premier et dernier ressort en application de l'article R. 311-5 du code de justice administrative :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tiers, auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non-prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La cour administrative d'appel de Douai (50 rue de la Comédie - 59500 DOUAI) peut être saisie via l'application Télérecours accessible par le site : www.telerecours.fr.

Article 4 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de BOUGAINVILLE où elle peut y être consultée. Un extrait de celui-ci est affiché dans la mairie précitée pendant

une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de la Somme.

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

2° L'arrêté est publié pendant une durée minimale de quatre mois sur le site Internet des services de l'État dans le département de la Somme, à l'adresse suivante : <https://www.somme.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Eolien/Autres-decisions>.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et le maire de BOUGAINVILLE sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée à la société SECEB SCS.

Amiens, le 27 AVR. 2020

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD